

Marcel Roelandts

Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme

I : Mise en perspective

Contradictions

4^{ème} trimestre 2010

L'auteur

Marcel Roelandts est enseignant et chercheur à l'université et dans plusieurs hautes écoles. Son engagement politique et professionnel lui a permis d'approfondir les questions relatives au sujet de cet ouvrage. Ses travaux sont librement accessibles sur son site internet multilingue élaboré en commun avec Jacques Gouverneur : <http://www.capitalisme-et-crise.info>

Pour contacter l'auteur

« Je suppose naturellement des lecteurs qui veulent apprendre quelque chose de neuf et, par conséquent, aussi penser par eux-mêmes... Tout jugement inspiré par une critique vraiment scientifique est pour moi le bienvenu »

S'ouvrir aux nouveautés, penser par soi-même, appeler à la critique, telles étaient les invitations faites par Marx dans l'introduction à son ouvrage majeur : *Le Capital*. Nous nous inspirons de ces paroles pour inviter le lecteur à découvrir, réfléchir et porter un jugement critique sur notre travail. C'est avec plaisir que nous dialoguerons avec lui via l'adresse électronique de notre site internet : capitalism_and_crises@hotmail.com

Références

Pour les multiples références aux travaux économiques de Marx nous avons utilisé les conventions suivantes :

LP : Éditions La Pléiade - Gallimard

ES : Éditions Sociales

K : Le Capital

G : Grundrisse

TPV : Théories sur la plus-value

Chiffres romains pour les tomes des Éditions Sociales ou La Pléiade

Chiffres arabes pour les trois livres du *Capital* de Marx : K1, K2 et K3

INTRODUCTION

Chaque récession s'accompagne de réflexions critiques. Celle de 2008 n'a pas dérogé à la règle. Elle fut l'occasion pour chacun d'exposer ses vues, mais aussi d'éclairer sous un jour nouveau d'anciennes controverses sur l'évolution du capitalisme. Une très grande hétérogénéité règne cependant parmi les analyses proposées : de fortes divergences existent même, non seulement sur le diagnostic de cette crise, mais également sur ses racines et perspectives.

Certains mettent l'accent sur la faillite du néolibéralisme et prônent un retour à l'âge d'or des *Trente glorieuses* (1945-75), un système régulé et prospère, contrôlant la finance et se fixant comme objectifs l'emploi et la croissance. D'autres font porter la responsabilité sur la mondialisation et proposent un protectionnisme remis au goût du jour pour résorber le chômage et développer le marché intérieur. Les partisans du '*développement durable*' voient l'occasion de défendre leurs thèses en faveur d'un '*capitalisme vert*'. La conjonction de la crise économique et écologique pousse un peu plus à l'avant-plan les thèses sur la '*décroissance*' et '*l'anti-productivisme*'.

A l'opposé de tous ces constats et solutions se situent les critiques marxistes du capitalisme qui soulignent que cette crise remet en cause les fondements mêmes d'un système qu'il s'agit de dépasser. Mais leurs analyses sont loin de converger et différentes thèses sur les fondements de la crise s'opposent. Pour les uns, nous assisterions à une énième crise de suraccumulation pesant sur un taux de profit en berne : la rentabilité déficiente des entreprises serait à la base de tous les problèmes économiques. Constat que d'autres s'empressent d'invalider en arguant, preuves à l'appui, que les profits n'ont jamais été aussi élevés : redevenues rentables suite au tournant néolibéral des années 1980, les entreprises seraient plutôt confrontées à une contraction des débouchés découlant d'une part salariale en chute libre et à des normes de rentabilité très exigeantes, deux facteurs conjugués qui découragent l'investissement productif et privilégient le secteur financier. En réponse, les premiers brandissent 'l'orthodoxie' de la loi de la *baisse tendancielle du taux de profit* et relèguent les arguments des seconds au rayon de l'école de la régulation et des théories de la sous-consommation, certains parmi eux allant même jusqu'à proposer d'autres modes de calcul afin de 'gommer' la hausse du taux de profit et faire correspondre la réalité à leur

‘orthodoxie’⁽¹⁾. Ce n’est pas tout. Suivant en cela Rosa Luxemburg, d’autres encore n’ont que peu d’intérêt pour les vicissitudes de la profitabilité des entreprises et regardent plutôt du côté de la saturation des marchés ‘non-capitalistes’⁽²⁾ : ceux-ci ayant fondu comme neige au soleil après la seconde guerre mondiale, ils auraient été progressivement substitués par des montagnes de dettes que le système serait aujourd’hui incapable de rembourser ; tel un drogué de longue date, l’économie capitaliste serait en situation d’overdose de crédits et à deux doigts de passer l’arme à gauche.

Bref, entre les lignes ou de façon ouverte, les oppositions sont fortes entre les partisans de ces différentes thèses. De telles divergences et confrontations déroutent le lecteur avide de se faire une opinion et de comprendre : si même les critiques du capitalisme ne sont pas un minimum d’accord entre eux, il en conclura que cette matière est décidément bien impénétrable, ou que la vérité ne se trouve nulle part.

Que l’on ne se méprenne pas : quoi de plus normal que de riches controverses pour développer la réflexion ? Nous ne déplorons pas en soi l’existence d’analyses divergentes. Ce que nous regrettons, c’est que beaucoup d’oppositions sont plus artificielles que réelles, que nombre d’entre elles ressemblent à d’inutiles voies de garage au lieu d’avoir le souci de dégager une compréhension qualitativement supérieure. Or, une telle vision claire et globale des ressorts et limites du capitalisme est plus que jamais nécessaire à l’heure actuelle. Nous pensons qu’elle est déjà très largement fournie par Marx dans *Le Capital*, à condition que ce corpus théorique soit correctement appréhendé et approfondi sur certains aspects. C’est l’objet du présent ouvrage que de l’expliquer.

En effet, la configuration du capitalisme *réel* depuis la fin de la seconde guerre mondiale n’a jamais été aussi proche de son modèle *théorisé* il y a un siècle et demi. Bien plus, le cheminement suivi par la crise économique durant ces quarante dernières années a apporté des éléments qui aident à résoudre beaucoup plus facilement certaines questions théoriques et empiriques longtemps débattues. D’autant plus que, sur un plan plus technique, nous sommes grandement épaulés par la généralisation d’un appareil statistique codifié, appareil dont Marx avait maintes fois déploré l’absence. Il ne s’agit donc pas aujourd’hui de faire la fine bouche face à certaines inadéquations de l’outil statistique par

(1) Sur cette question, le lecteur pourra lire la remarquable mise au point faite par Michel Husson : *La hausse tendancielle du taux de profit*, <http://hussonet.free.fr/tprof9.pdf>.

(2) L’économie marchande simple représentée par la petite production agricole, artisanale et indépendante quelle que soit sa localisation géographique.

rapport aux concepts de l'économie marxiste : moyennant quelques précautions, cet outil peut et doit être un précieux auxiliaire pour tester et valider l'appareil conceptuel développé dans *Le Capital*.

Au-delà du rappel de ce que nous pensons être la méthode et les linéaments posés par Marx, notre volonté ici ne sera pas de rajouter une énième teinte au kaléidoscope déjà très coloré des théories des crises. Au contraire, notre ambition sera d'en actualiser et d'en approfondir certains aspects, et tenter de clarifier une série de grandes controverses qui ont traversé le champ du marxisme depuis plus d'un siècle. Évoqué ici, ce dernier aspect sera traité plus exhaustivement dans un ouvrage à paraître sur les ratios économiques fondamentaux de l'analyse marxiste, sur le fonctionnement du capitalisme et sur quelques mythes, erreurs et paradoxes souvent rencontrés.

Le premier chapitre du présent ouvrage rappellera les ressorts essentiels de la dynamique du capitalisme : les enjeux autour du surtravail et le développement du salariat permettant son appropriation, les deux actes principaux du circuit de l'accumulation (la production et la vente) et les contradictions qu'ils recèlent, le caractère partiellement indépendant de ces deux actes et des contradictions qui sont à la base des rythmes différents imprimés aux cycles économiques, la nature cyclique et contradictoire de la reproduction élargie, etc.

C'est en s'appuyant sur la compréhension de ces éléments que nous aborderons dans le second chapitre les deux axes majeurs chez Marx expliquant les limites *internes* au fonctionnement du capitalisme : d'une part, les contradictions liées à l'extraction de la plus-value qui se traduisent par le mécanisme de la baisse tendancielle du taux de profit ; d'autre part, la tendance immanente du système à comprimer ses propres débouchés suite aux glissements de répartition entre les salaires et les profits découlant des « *conditions de répartition antagoniques* »⁽³⁾ du produit total entre le travail et le capital (et entre les secteurs de celui-ci). Par leurs logiques internes, ces deux axes débouchent sur des crises récurrentes de surproduction. Nous considérons comme stérile l'opposition séculaire et majeure entre les tenants de l'explication des crises de surproduction par la suraccumulation (la baisse tendancielle du taux de profit) et ceux se référant à l'insuffisance de demande solvable (les marchés) : cette opposition n'existe ni dans la théorie de Marx, ni dans la réalité.

(3) LP II K3 : 1026.

Notre présentation se fera d'un triple point de vue : en revisitant les écrits de Marx, en les discutant de façon critique, et en les validant sur le plan empirique. Nous tenons ce dernier aspect pour essentiel, faute de quoi cet exercice ne serait que pure spéculation.

Tous les développements abordés jusqu'à ce point de l'exposé ont suivi toutes les hypothèses formulées par Marx dans *Le Capital*, c'est-à-dire celui d'un capitalisme pur entièrement composé d'entrepreneurs et de salariés. Dès lors, nous évoquerons dans le troisième chapitre sa sphère extérieure, c'est-à-dire le contexte historique non capitaliste dans lequel le capitalisme est né, s'est développé, et avec lequel il a toujours entretenu certains rapports contradictoires. Vaste question que nous ne pourrions malheureusement faire qu'effleurer dans le cadre de cet ouvrage et que nous nous proposons de reprendre ultérieurement.

Enfin, on ne peut aborder l'analyse marxiste des contradictions du capitalisme sans replacer ce système dans le cadre de son évolution historique en tant que mode de production. Ce sera l'objet du quatrième chapitre. Il revient sur le diagnostic de son obsolescence historique plusieurs fois avancé (puis retiré) par Marx au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, diagnostic à nouveau posé par le mouvement communiste au début du XX^{ème} siècle : peut-on, oui ou non, considérer que le capitalisme a achevé sa mission historique et que la société contient tous les éléments nécessaires pour passer à de nouvelles formes d'organisation sociale ? Le capitalisme est-il condamné à s'enfoncer dans une spirale croissante de '*crises-guerres et reprises*' ? Se trouve-t-on face à l'alternative de « *socialisme ou barbarie* », « *organisation radicalement différente de la société ou dégradation irrémédiable de la planète* » ? Est-on, comme le pensent certains, au bord d'une crise catastrophique ? Le capitalisme pourra-t-il rebondir ? Répondre à toutes ces interrogations est crucial pour comprendre les enjeux de la période actuelle et les perspectives qu'elle offre.

En s'appuyant sur les développements précédents, nous proposerons aux chapitres V et VI une périodisation de l'après-guerre en trois grandes phases, ainsi qu'une lecture des déterminants à la racine de leurs dynamiques et contradictions⁽⁴⁾ : (1) la mise en place et la généralisation du *capitalisme d'Etat keynésiano-fordiste* depuis la fin de la guerre jusqu'au terme des années 1960 ; (2) la crise de ce modèle tout au long des années 1970 ; (3) enfin, le passage à une variante dérégulée de ce

(4) Cette périodisation vaut pratiquement pour tous les pays de l'OCDE, à la nuance près que les dates signalées concernent essentiellement l'Europe, alors que les États-Unis ont connu ces évolutions avec un temps d'avance et le Japon avec un temps de retard.

système au début des années 1980 (variante plus communément appelée *néolibéralisme*). L'intelligence de ce mouvement d'ensemble permettra de comprendre plus en profondeur : (a) les limites de la prospérité d'après-guerre, (b) les racines du déclin progressif de la croissance économique depuis lors, (c) les raisons et les modalités de la dérégulation néolibérale instaurée au début des années 1980, (d) le caractère perverti et la faillite de celle-ci, enfin, (e) les perspectives pour demain.

Nous concluons cet ouvrage par l'évocation de quelques liens que l'analyse économique doit, pensons-nous, entretenir avec le matérialisme historique pour fonder sa pertinence.

Nous convions donc le lecteur, non à la lecture d'une énième interprétation de la crise, mais à un essai de mise en perspective des dynamiques et contradictions du capitalisme. En ce sens, cet ouvrage n'est ni un manuel, ni la défense d'une thèse particulière, mais un essai qui tente de proposer un cadre d'analyse et des hypothèses de travail pour approfondir et dépasser une série de problématiques dont le traitement nous a toujours laissé insatisfait. En effet, bien que nous propositions une certaine lecture de la croissance et des crises du capitalisme, notre objectif consiste surtout à offrir une méthode d'analyse, des clés de compréhension valides, ainsi qu'à démystifier certains dogmes. Comme le disait Engels, le marxisme n'est pas un corps de doctrine que l'on appliquerait à toute situation, mais avant tout une méthode d'investigation : « *la façon qu'a Marx de concevoir toute chose n'est pas une doctrine, c'est une méthode. Elle ne donne pas de dogmes tout prêts mais des points de repère en vue d'une recherche allant plus loin et la méthode pour cette recherche* »⁽⁵⁾. Telle est la direction que nous entendons suivre dans cet ouvrage : plutôt que de se faire l'exégète de Marx, nous nous attacherons à l'esprit de sa méthode d'analyse visant à comprendre le capitalisme et son devenir afin de pouvoir le dépasser : « *Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement – et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne – elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abréger la période de la gestation et adoucir les maux de leur enfantement* »⁽⁶⁾.

Ce livre a été rédigé dans un souci de clarté et devrait être abordable par toute personne intéressée ; la lecture en sera cependant facilitée par

(5) Lettre d'Engels à Sombart du 11 mars 1895.

(6) LP I K1, préface de la première édition : 550.

une connaissance minimale des principaux concepts de la critique marxiste en économie politique ⁽⁷⁾. Nous avons renvoyé en notes de bas de page certaines explications ou compléments utiles, mais non immédiatement nécessaires à la compréhension du texte. Celui-ci peut donc être lu d'un seul tenant par ceux qu'un renvoi fréquent en bas de page incommode. Quant aux références à Marx, elles ne font pas office d'arguments d'autorité, mais sont là pour indiquer ce qui a guidé notre analyse : nous avons d'ailleurs eu chaque fois le souci de les valider par des données statistiques. Enfin, le lecteur quelque peu rebuté par certaines notions théoriques peut commencer par la partie plus descriptive de cet ouvrage au chapitre III. Il pourra ensuite asseoir théoriquement sa connaissance de l'évolution du capitalisme et de ses crises en lisant les deux premiers chapitres.

Cet ouvrage ne serait pas ce qu'il est sans reconnaître de multiples dettes intellectuelles et matérielles. Raoul Victor, Marc Chirik, Robert Devleeschouwer et Hubert Galle m'ont fait comprendre le marxisme dès mon plus jeune âge, Pierre Marissal a déstabilisé certaines de mes certitudes surannées en économie et attiré mon attention sur bien des questions, Jacques Gouverneur m'a fourni de nombreuses clés pour approfondir *Le Capital*, Michel Husson m'a beaucoup appris par la rigueur et l'énorme richesse de ses analyses, Alain Testart m'a fait découvrir un Marx méconnu et m'a poussé à réfléchir au-delà de ce dernier ⁽⁸⁾. Ma reconnaissance s'adresse également à tous mes relecteurs ainsi qu'à tous mes compagnons de route dont les remarques avisées m'ont permis d'améliorer la clarté de cet ouvrage (Vico, Mario, Jacob, Georges, Olivier, Frans, Michel Po, Daniel, Eric, Guy, Jo, Catherine, Philippe Bourrinet, Philippe M.). Je remercie aussi plus particulièrement

(7) L'encyclopédie *Wikipédia* sur internet sera d'un premier secours. Nous conseillons cependant vivement de lire les trois ouvrages suivants pour une maîtrise rigoureuse des concepts marxistes en économie politique :

a) Jacques Gouverneur, *Les fondements de l'économie capitaliste*, 2005, Contradictions.

http://www.i6doc.com/fr/auteur/?fa=ShowAuthor&Person_ID=10831.

b) Michel Husson, *Misère du capital*, 1996, Syros. <http://hussonet.free.fr/mdk.pdf>

c) Gérard Duménil & Dominique Lévy, *Crise et sortie de crise*, 2000, PUF.

... ainsi qu'une consultation régulière des trois sites web suivants :

a) Marcel Roelandts et Jacques Gouverneur : <http://www.capitalisme-et-crise.info>

b) Michel Husson : <http://hussonet.free.fr/>

c) Controverses : <http://www.leftcommunism.org/spip.php?rubrique5>

(8) Nous conseillons vivement la lecture de tous ses ouvrages et, en particulier : *Éléments de classification des sociétés* et *Le communisme primitif*. Certains de ses articles sont disponibles sur son site web : <http://www.alaintestart.com/>

Christophe Darmangeat pour son indéfectible soutien et son regard critique. Merci encore à Cynthia, Isreal et Quentin pour le temps volé, à mes étudiants dont la plupart ont partagé mes passions avec beaucoup d'enthousiasme, et à mes collègues de travail pour leur gentillesse et grande patience. Que tous puissent trouver dans cet ouvrage autant de plaisir que j'en ai eu à partager leur amitié et conversation. Enfin, ce travail n'aurait jamais vu le jour sans le cheminement d'un mouvement social qui cherche la voie de son émancipation et la compréhension de ses buts et moyens.

Marcel Roelandts, été 2010

Chapitre V.

LA PARENTHÈSE DES TRENTE GLORIEUSES

L'analyse historique menée au chapitre précédent a montré que des périodes de reprise économique – même vigoureuses – peuvent prendre place durant la phase d'obsolescence d'un mode de production. Elles semblent alors contredire les manifestations et caractéristiques théoriquement attendues au cours de cette phase. Il en est ainsi de la parenthèse des *Trente glorieuses* qui a suivi la seconde guerre mondiale. Pourquoi et comment une telle période de prospérité a-t-elle pu prendre place ? Pourrait-elle se reproduire dans le futur ? Tel est l'objet de ce chapitre et du suivant.

5.1. LA NAISSANCE DU CAPITALISME D'ETAT KEYNESIANO-FORDISTE

Au début du XX^{ème} siècle, le capitalisme est à la charnière de deux époques : il est progressivement confronté à l'amenuisement de ses exutoires *externes* qui lui permettaient momentanément de desserrer quelque peu l'étau de ses contradictions *internes*, il doit donc dégager des solutions *internes* à sa double contrainte au niveau des profits et des marchés. En effet, la première guerre mondiale et la grande crise de 1929 qui débouchent sur la seconde guerre mondiale, illustrent à suffisance la vaine illusion d'un possible retour à la régulation de la *Belle Époque*. Les *Trente piteuses* (1914-45) signent bel et bien la fin définitive de toute une phase dans l'histoire du capitalisme, et la grande dépression économique de 1929 qui débouche sur la guerre montre toute la violence avec laquelle les contradictions s'expriment désormais au sein d'une économie définitivement dominée par le salariat ⁽¹⁾.

On aurait donc dû s'attendre à ce que les *Trente piteuses* soient suivies de crises économiques et de guerres de plus en plus rapprochées et de plus en plus violentes. Ce que nombre de marxistes anticipèrent à

(1) Sur cette question de la domination progressive du salariat et des rapports que le capitalisme entretient avec son environnement non capitaliste, nous conseillons la lecture très stimulante de l'ouvrage de Isaac Johsua : *Une trajectoire du capital*, 2006.

l'époque ⁽²⁾. Mais il n'en fut rien. C'est que la situation s'était notablement modifiée suite à la crise de 1929, et encore plus après la seconde guerre mondiale, tant dans les processus productifs que dans les rapports de force entre les classes (et au sein de celles-ci). De même, l'État avait tiré certaines leçons de la gestion de son système. Ainsi, aux *Trente piteuses* et aux affres de la seconde guerre mondiale ont succédé – tout au moins dans les pays développés – une bonne trentaine d'années de forte croissance, un triplement ou un quadruplement des salaires réels, le plein emploi, la mise en place d'un salaire social, et une capacité du système, non à éviter, mais à réagir aux crises cycliques. Enfin, il est à signaler qu'une telle dynamique s'est en grande partie développée dès 1933 aux États-Unis. Comment tout cela fut-il possible ?

5.2. LES BASES DU CAPITALISME D'ÉTAT KEYNESIANO-FORDISTE

Nous avons vu que le capitalisme fonctionne essentiellement comme un moteur à deux temps : il nous faut donc identifier la régulation qu'il a pu mettre en place durant les *Trente glorieuses* pour assurer le bon fonctionnement de ses deux pistons que sont les profits et les marchés.

Concernant l'impératif des profits, le capitalisme a été capable d'en dégager une masse et un taux suffisant grâce aux gains substantiels de productivité engendrés par la généralisation du mode fordiste de production dans le secteur industriel (c'est-à-dire la chaîne de montage couplée au travail en trois équipes de huit heures). Le tableau 4.6 au chapitre précédent illustre ce caractère exceptionnellement élevé des gains de productivité durant la période des *Trente glorieuses*.

Concernant l'impératif des marchés, le capitalisme a réussi à écouler l'énorme masse de marchandises engendrée par ces gains élevés de productivité, grâce à plusieurs facteurs : (1) l'approfondissement de la division du travail et l'élargissement de la production elle-même, (2) l'intervention croissante de l'État en tant que régulateur, producteur et

(2) « La disparition des marchés extra-capitalistes entraîne une crise permanente du capitalisme [...] ...il ne peut plus élargir sa production. On verra là l'éclatante confirmation de la théorie de Rosa Luxemburg : le rétrécissement des marchés extra-capitalistes entraîne une saturation du marché proprement capitaliste. [...] En fait, les colonies ont cessé de représenter un marché extra-capitaliste pour la métropole, elles sont devenues de nouveaux pays capitalistes. Elles perdent donc leur caractère de débouchés. [...] la perspective de guerre ... tombe à échéance. Nous vivons dans un état de guerre imminente... », *Internationalisme* n° 46, 1952, revue de la *Gauche Communiste de France* (1942-52).

consommateur et (3) divers systèmes indexant les salaires réels sur la productivité. L'écoulement de cette abondante production a été d'autant plus aisément réalisé que les gains élevés de productivité faisaient décroître le coût unitaire des marchandises, et donc leur prix.

Ces trois facteurs ont permis d'élever la demande parallèlement à la production, c'est-à-dire en faisant croître les salaires réels proportionnellement à l'augmentation globale de la richesse produite (graphiques 5.1, 5.2, 6.9 et tableau 6.8). Ainsi, en stabilisant la part salariale dans le PIB, le capitalisme a pu éviter pour un temps « *une surproduction qui provient justement du fait que la masse du peuple ne peut jamais consommer davantage que la quantité moyenne des biens de première nécessité, que sa consommation n'augmente donc pas au rythme de l'augmentation de la productivité du travail* »⁽³⁾.

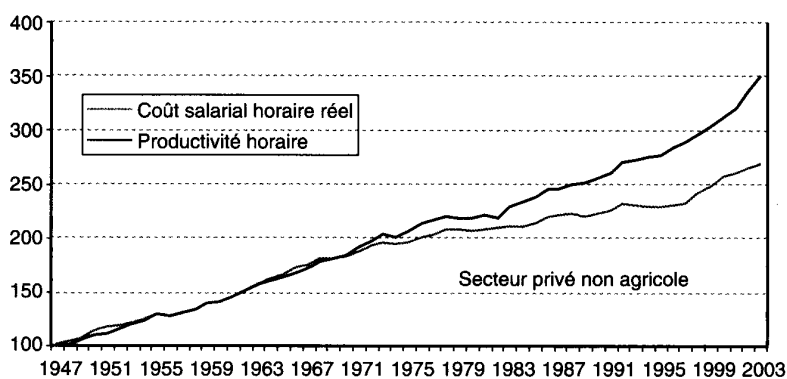
C'est cette analyse dégagée par Marx que Paul Mattick reprendra pour comprendre la prospérité d'après-guerre : « *Salaires et profits peuvent s'élever si la productivité s'accroît de manière suffisante...* »⁽⁴⁾. « *Il est indéniable qu'à l'époque moderne les salaires réels ont augmenté. Mais seulement dans le cadre de l'expansion du capital, laquelle suppose que le rapport des salaires aux profits demeure constant en général. La productivité du travail devait alors s'élever avec une rapidité permettant à la fois d'accumuler du capital et d'accroître le niveau de vie des ouvriers* »⁽⁵⁾. Telle est le mécanisme économique majeur du capitalisme d'État keynésiano-fordiste : (a) 'une élévation rapide de la productivité du travail' (b) 'permettant à la fois d'accumuler du capital et d'accroître le niveau de vie des ouvriers', (c) et cela grâce au 'rapport constant entre les salaires et les profits'. Cette triple proposition est empiriquement attestée par le parallélisme de l'évolution des salaires et de la productivité durant cette période. Nous avons retenu ici les exemples des États-Unis (graphique 5.1) et de la France (graphique 5.2).

(3) ES II TPV : 559-560.

(4) Paul Mattick, *Le capital aujourd'hui*, Études de marxologie, n°11, juin 1967.

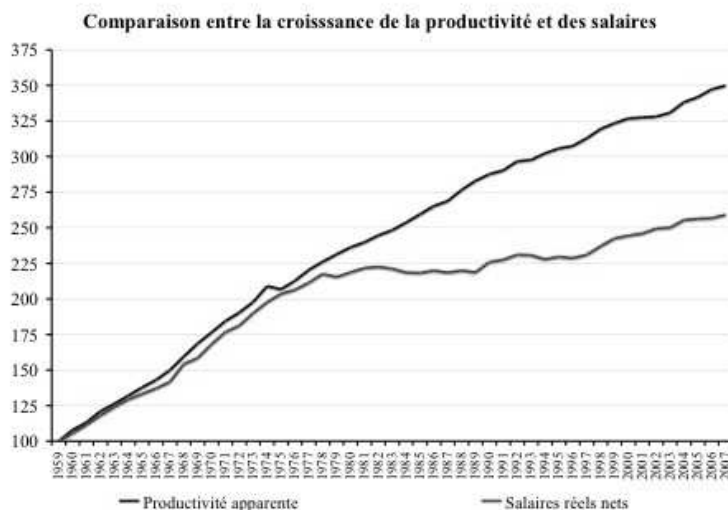
(5) Paul Mattick, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI : 151.

Graphique 5.1 : Salaires et productivité, États-Unis (1947-2003) ⁽⁶⁾



Source : Bureau of Labor Statistic (BLS).

Graphique 5.2 : Salaires et productivité, France (1959-2007) ⁽⁷⁾



La correspondance entre l'augmentation de la productivité et celle des salaires réels est quasi parfaite jusqu'au milieu des années 1970. Le

(6) A. Parienty, *Productivité, croissance, emploi*, collection CIRCA, A. Colin 2005, p.94.

(7) Jacques Sapir, *Depuis 30 ans, les salaires baissent sauf au sommet*.

décalage ne devient patent et croissant qu'à partir des années 1980. Dans le fonctionnement du capitalisme depuis ses origines, c'est la pression permanente tendant à l'écart entre les deux courbes qui constitue *la règle*, alors que le parallélisme 'institutionnalisé' durant les *Trente glorieuses* marque *l'exception*. En effet, l'écart entre ces deux courbes matérialise le penchant naturel du capitalisme à augmenter la production au-delà de la croissance de la demande solvable devenue désormais la plus importante : les salaires réels. L'écart entre les courbes supérieures de la productivité par rapport aux courbes inférieures des salaires réels sur les deux graphiques précédents représente en quelque sorte la masse de marchandises que doit absorber la demande non salariale, faute de quoi les méventes et la surproduction surviennent ⁽⁸⁾.

Compte tenu des dynamiques spontanées du capitalisme (concurrence, compression des salaires, mobilité des capitaux, chacun pour soi, etc.), une telle régulation keynésiano-fordiste n'était viable que dans le cadre d'un capitalisme d'État contraignant. Celui-ci a contractuellement : (a) garanti le respect d'une politique de tri-répartition des gains de productivité entre les profits, les salaires et les revenus de l'État ; (b) mené des politiques volontaires favorisant les investissements et les infrastructures ; (c) stimulé la recherche-développement en vue de l'innovation ; (d) édicté des réglementations limitant la liberté du secteur financier ; (e) pris en charge l'enseignement et la qualification de la main-d'œuvre requise ; etc. De plus, désormais dominé par le poids du salariat, le capitalisme était confronté à un rapport de force qui l'obligeait à intégrer une dimension sociale dans toutes ses politiques : mise en place de multiples institutions économiques et sociales encadrant le monde du travail ; instauration d'allocations diverses et d'amortisseurs sociaux ; versement d'une partie significative du revenu sous la forme d'un salaire social ⁽⁹⁾ ; etc. En réalité, cette intervention sans précédent de l'État dans tous les domaines de la société résultait de la prise de conscience, clairement formulée dans l'immédiat après-guerre, qu'il fallait éviter l'apparition de nouvelles *Trente piteuses* : il s'agissait d'encadrer et de contrôler les contradictions désormais explosives engendrées spontanément.

(8) Au sein des pays développés, la part des salaires représente, en général, 70 à 75% de la demande finale au début des années 1980 (contre 60 à 65% aujourd'hui, cf. infra).

(9) « *Le salaire même est intégré à l'État. La fixation, à sa valeur capitaliste, en est dévolue à des organismes étatiques* », Internationalisme n°46 (mai 1952), extrait de l'article intitulé *L'évolution du capitalisme et la nouvelle perspective*.

ment par un système mondial dominé par le salariat et fonctionnant de manière largement autocentrée dans les pays développés⁽¹⁰⁾.

Cette régulation momentanée des contradictions internes du capitalisme dans chaque cadre national n'aurait pas pu fonctionner si elle n'avait pas été adoptée d'une façon ou d'une autre à l'échelle internationale (dans le cadre des pays de l'OCDE du moins). En effet, à titre d'exemple, la mesure-phare consistant à supprimer la concurrence salariale par l'indexation des salaires sur les gains de productivité suppose au minimum, pour être effective, qu'elle soit respectée par tous les acteurs⁽¹¹⁾. A défaut de cela, une dynamique de basse pression salariale s'enclenche pour venir comprimer la demande finale et favoriser la surproduction.

L'adoption de ces mesures de capitalisme d'État a été favorisée par la configuration internationale prévalant durant l'après-guerre, à savoir la polarisation entre deux grands blocs antagoniques, tant sur le plan militaire (OTAN vs Pacte de Varsovie), qu'économique (OCDE vs COMECON). Cette polarisation a induit une très forte discipline au sein de chaque bloc, y compris sur le plan économique par la mise en place d'organismes et de politiques structurelles d'intégration et de règlements communs (certes, mis en œuvre sous la direction et en fonction des intérêts de chaque chef de file : USA et URSS).

Cette analyse des bases de la régulation keynésiano-fordiste n'a que très rarement été comprise dans le champ du marxisme. A notre connaissance, ce n'est qu'en 1959 qu'est énoncée, pour la première fois, une compréhension cohérente des *Trente glorieuses* : « *Le capitalisme peut réaliser un compromis pour ce qui est de la répartition du produit social, parce que précisément un rythme d'augmentation des salaires qui est du même ordre que l'accroissement de la productivité du travail laisse en gros intacte la répartition existante. [...] L'idée classique était que le*

(10) Ainsi, le taux d'exportation des pays développés a régressé après 1913, passant de 13 % à 6,2 % en 1938, pour lentement remonter à 10,2% en 1970. Ce n'est qu'à la faveur de la mondialisation à partir des années 1980 que ce pourcentage de 13 % en 1913 sera dépassé. De plus, près de deux tiers de la population du Tiers-Monde se retrouvent brutalement hors du marché mondial suite à l'adhésion au bloc soviétique ou à l'adoption de politiques militaro-nationalistes : pays du bloc de l'est, Chine, Inde, Cuba, Vietnam, Cambodge, Laos, Corée du Nord, Yémen du Sud, Syrie, Irak, Afghanistan, Égypte, Algérie, Lybie, Somalie, Mali, Guinée, Éthiopie, Mozambique, Angola, Congo, Nicaragua.

(11) Des graphiques analogues à ceux réalisés pour les États-Unis et la France (5.1 et 5.2) ont été produits pour de nombreux autres pays par Michel Husson dans son article sur *Le partage de la valeur ajoutée en Europe*. Ils illustrent cette généralisation, de fait ou conventionnée, de l'indexation des salaires réels sur la productivité dans l'ensemble des pays développés après la seconde guerre mondiale.

capitalisme était incapable de supporter des augmentations de salaire, parce que celles-ci signifiaient automatiquement la diminution des profits, donc la réduction du fonds d'accumulation indispensable à l'entreprise pour survivre à la concurrence. Mais cette image statique est sans réalité. Si la productivité des ouvriers augmente dans une année de 4%, et les salaires également, les profits augmentent nécessairement aussi de 4% toutes choses égales par ailleurs. [...] Du moment que l'augmentation des salaires n'excèdent pas substantiellement et durablement les augmentations de la productivité, et qu'elles sont généralisées, les augmentations de salaires sont parfaitement compatibles avec l'expansion du capital. Elles lui sont même indispensables sur le plan strictement économique. Dans une économie qui croît en moyenne au taux de 3% par an, et où les salaires correspondent à 50% de la demande finale, tout écart un tant soit peu substantiel entre le taux d'accroissement des salaires et le taux d'expansion de la production conduirait au bout d'un temps relativement court à des déséquilibres formidables, et à une incapacité d'écouler la production qui ne pourrait être corrigée par aucune 'dépression', aussi profonde qu'elle soit »⁽¹²⁾. Paradoxalement, cette compréhension qui s'appuie pleinement sur Marx ne sera pas reprise et développée par la suite dans le champ du marxisme (sauf par Paul Mattick qui, indépendamment, développera une analyse analogue). C'est l'école de la régulation qui la reprendra et l'approfondira ; et c'est principalement par ce canal qu'elle réapparaîtra ensuite chez certains économistes marxistes. C'est pour cette raison également qu'elle est entachée d'une certaine méfiance et souvent taxée – à tort – de 'régulationniste', 'sous-consommationniste', et/ou de 'keynésienne'.

Ajoutons ici une remarque concernant l'évolution comparée de la productivité aux États-Unis (tableau 4.6 et graphique 5.1) et dans les autres pays développés (tableau 4.6, graphiques 5.2 et 5.3 pour la France et 5.4 pour le G6). Quelques différences apparaissent : (a) la croissance de la productivité durant l'entre-deux-guerres est plus élevée aux États-Unis que partout ailleurs ; (b) par contre, elle n'y est pas aussi intense que dans les autres pays de l'OCDE durant l'après-guerre ; (c) l'infléchissement de son intensité au début des années 1970 est également moins marqué ; (d) et les gains de productivité se redressent à partir du milieu des années 1990. Ces évolutions peuvent aisément s'expliquer à partir des éléments suivants : (1) La dévalorisation massive du capital américain durant la

(12) Extrait d'un article publié dès octobre 1959 dans le *Bulletin intérieur* n°12 du groupe *Socialisme ou barbarie*, et paru ensuite après quelques remaniements dans le n°31 de la revue du même nom en 1960.

crise de 1929 a contribué au redressement de la productivité et du taux de profit dès 1932⁽¹³⁾ ; de plus, nombre de mécanismes keynésiano-fordistes sont déjà mis en place lors du New Deal ; enfin, l'économie de guerre prolonge cette dynamique d'ensemble. (2) Cette conjonction de facteurs favorables se présente après la guerre pour les autres pays développés, ce qui explique le différentiel durant cette période : la productivité augmente moins aux États-Unis que dans les autres pays. (3) Il y a un réel redressement des gains de productivité dans le secteur des moyens de production aux États-Unis durant la seconde moitié des années 1990⁽¹⁴⁾.

5.3. ORIGINE ET FONCTIONNEMENT DU CAPITALISME D'ÉTAT KEYNÉSIANO-FORDISTE

Dès la défaite des troupes allemandes à Stalingrad en janvier 1943, les représentants du monde politique, patronal et syndical en exil à Londres négocient la configuration de la société au lendemain d'une chute désormais inéluctable des forces de l'Axe. Les lignes de force dégagées lors de ces discussions et qui se concrétiseront à la fin de la guerre sont les suivantes :

- 1) éviter une répétition des *Trente piteuses* (1914-45) ;
- 2) prévenir le développement de mouvements sociaux analogues à ceux qui ont surgi à la fin de la première guerre mondiale ;
- 3) tirer les leçons de la crise de 1929 afin d'en éviter une nouvelle ;
- 4) reconnaître la nécessité d'une intervention étatique significative, désormais admise par toutes les composantes de la société ;
- 5) mettre en place une série de coopérations militaires, économiques, sociales et politiques au sein de chaque bloc géopolitique issu de la nouvelle bipolarisation du monde après la guerre.

Ces cinq facteurs constituent autant d'éléments poussant tous les acteurs en présence à modifier les règles du jeu qui avaient prévalu jusqu'alors et à élaborer plus ou moins consciemment le capitalisme d'État keynésiano-fordiste qui sera pragmatiquement et progressivement implanté dans tous les pays développés (OCDE) : il s'agit d'un capitalisme contractuel fonctionnant au travers de conventions collectives négociées entre le pouvoir politique, le patronat et les syndicats, conventions dont l'objet central est constitué par le partage des gains de

(13) Duménil G. et Lévy D., *Crise et sortie de crise*, PUF.

(14) cf. nos travaux sur l'évolution de la composition organique du capital et ses déterminants sur notre site web : <http://www.capitalisme-et-crise.info>.

productivité. Plusieurs raisons facilitent l'acceptation de ce partage par tous les acteurs :

a) ces gains sont élevés et permettent de satisfaire les revendications de chacun : quand le gâteau grandit de façon substantielle, la fixation des parts garantit à tous l'obtention d'un volume absolu plus conséquent ;

b) ce partage assure l'élargissement parallèle de la demande solvable et de la production : les divers acteurs disposent d'un pouvoir d'achat croissant, et leurs dépenses respectives stimulent une demande mutuelle ;

c) cette régulation va progressivement offrir la paix sociale nécessaire à la rentabilisation des investissements consentis pour l'introduction et la généralisation du mode fordiste de production ;

d) cette stabilité sociale est d'autant plus facilement obtenue que le monde du travail sort en réalité encore plus défait de la seconde guerre mondiale qu'il n'y est entré : les salariés sont solidement encadrés par des partis, syndicats et organisations diverses qui tous œuvrent pour la reconstruction sans remise en cause du capitalisme ⁽¹⁵⁾ ;

e) ce partage garantit un taux et une masse de profit stabilisés à un haut niveau pour assurer le bouclage et l'élargissement de l'accumulation ;

f) enfin, tous ces accords au lendemain de la défaite des forces de l'Axe ont bénéficié d'un contexte de 'concorde nationale' entre tous les secteurs de la classe dominante.

Cette régulation keynésiano-fordiste a donc momentanément pu résoudre la quadrature du cercle consistant à faire croître les profits et les marchés en parallèle dans un monde désormais largement dominé par la demande salariale. Elle repose sur ces deux piliers que sont les forts gains de productivité et leur tri-répartition proportionnée entre les trois grands acteurs de l'économie que sont les entreprises, les ménages et l'État. Cet accroissement assuré des profits, des dépenses publiques et des salaires a pu garantir la demande finale si indispensable au bouclage du circuit de l'accumulation élargie. Le capitalisme d'État keynésiano-fordiste est la réponse que le système a pu temporairement trouver à l'actualité de ses crises à dominante mondiale et salariale si typiques de la phase historique d'obsolescence du capitalisme. Il a permis un fonctionnement autocentré du capitalisme sans avoir recours aux délocalisations (malgré les hauts salaires et le plein emploi), en se débarrassant des colonies devenues plus

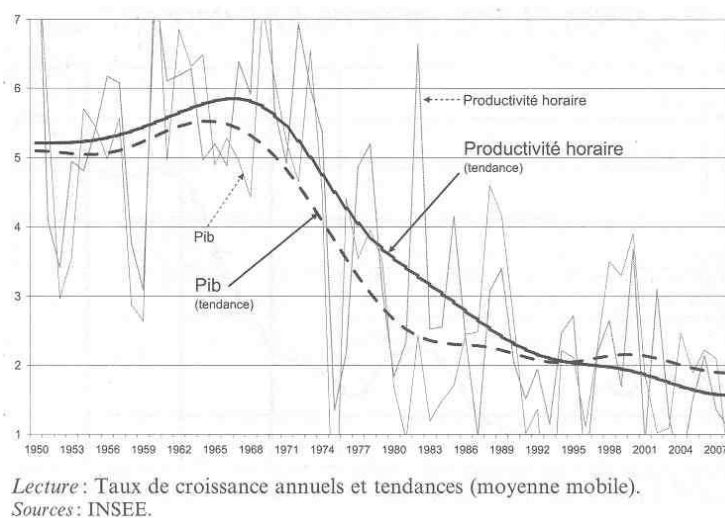
(15) Il suffit d'évoquer les paroles de Maurice Thorez, dirigeant du *Parti Communiste Français* en 1948 : « *La grève c'est l'arme des trusts* » ainsi que les mémoires du Général De Gaulle qui rend un hommage appuyé à ce parti pour son rôle dans la défense des intérêts nationaux français dans l'immédiat après-guerre.

une charge qu'un bénéfice pour les métropoles ⁽¹⁶⁾, ainsi qu'en éliminant ses sphères extra-capitalistes agricoles internes dont il devra désormais subventionner l'activité pour l'essentiel, plutôt qu'en tirer avantage comme auparavant.

5.4. L'ÉPUISEMENT DES TRENTE GLORIEUSES

A la charnière entre les années 1960 et 1970, toutes les conditions qui ont fait le succès du capitalisme d'État keynésiano-fordiste vont se dégrader, à commencer par l'un de ses fondements de base : les gains de productivité.

Graphique 5.3 : Productivité horaire et PIB, France (1950-2008) ⁽¹⁷⁾



Comme le démontrent très bien Gérard Duménil et Dominique Lévy dans leur excellent ouvrage *Crise et sortie de crise*, les progrès techniques

(16) Les colonies, et plus généralement le *Tiers Monde*, restaient certes des lieux d'enjeux géostratégiques et des fournisseurs de certaines matières premières, produits alimentaires et exotiques. Mais, en termes de commerce global, elles perdent énormément en importance relative : dans le sens *Tiers Monde* vers les pays développés dès la fin des années 1930, et dans le sens contraire depuis le début des années 1950.

(17) Michel Husson et al., dans IRES, *La France du travail*, IRES 2009 : 26.

se sont ralentis à partir du milieu des années 1960 : « ...les rythmes du progrès technique ont baissé. Il ne fait pas de doute que la production est de plus en plus mécanisée et qu'elle requiert comparativement de moins en moins de travail. Pourtant, la vitesse de ces progrès n'a fait que se ralentir depuis le milieu des années 1960. [...] La rapidité du progrès technique est un signe de santé de l'économie, de son dynamisme ; il en va de même du plein-emploi. Trivialement : lorsque le progrès technique va bien, l'économie va bien. [...] Le fléchissement du rythme de progression générale de la productivité du travail en Europe et aux États-Unis est très évident. Ces observations contredisent l'image, bien ancrée dans les esprits, d'un changement technique soutenu par un flux continu de nouveaux biens et services (les performances croissantes des techniques informatiques et de communication sont l'objet d'un étonnement permanent, qu'elles suscitent émerveillement ou agacement) » (page 44).

Quatre facteurs expliquent ce déclin structurel et à moyen terme des gains de productivité :

1) Tant que le système d'organisation fordiste du travail se généralisait, ses avantages se cumulaient avec les gains classiquement obtenus par l'investissement dans de nouvelles machines. Une fois l'organisation fordiste généralisée, seuls restaient les gains classiques résultant des innovations techniques.

2) Or, ces derniers deviennent de plus en plus coûteux avec le temps et subissent la loi des rendements décroissants. Autrement dit, les gains de productivité espérés via la mécanisation sont de plus en plus onéreux à obtenir. Ainsi, si le montant réel des investissements par emploi aux États-Unis a été multiplié par 1,5 entre 1950 et 1978, il a dû l'être par 1,9 entre 1978 et 2007 ⁽¹⁸⁾.

3) De plus, avec la hausse du pouvoir d'achat et l'équipement consécutif des ménages en '*biens de consommation fordistes*' (voiture, électroménager, appareil hi-fi, etc.), la demande sociale se déplace progressivement vers des biens tertiaires à moindre productivité : soins de santé, loisirs, tourisme, services à la personne, etc. Ce glissement structurel de la demande infléchit les gains de productivité à la baisse.

4) Enfin, surtout à l'issue des années 1960 et durant les années 1970, les résistances sociales aux conséquences du travail à la chaîne contribuent également au ralentissement des gains de productivité : frein des cadences de production, sabotage de la chaîne mobile, etc. (cf. notre

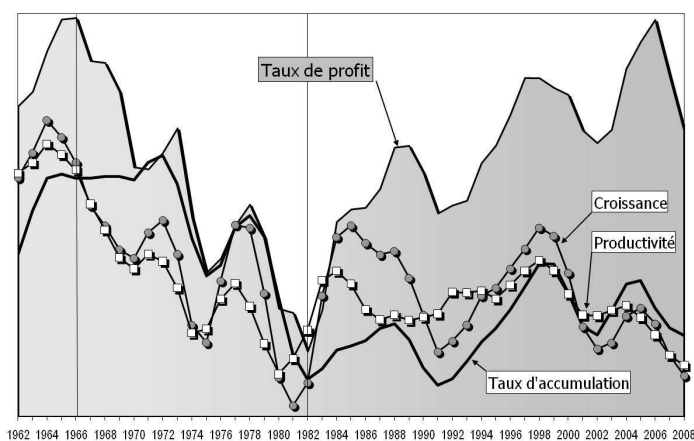
(18) Bureau of Labor Statistics pour l'emploi et Bureau of Economic Statistics pour l'investissement.

paragraphe 5.6 sur les mouvements sociaux et la dynamique économique).

5.5. LES QUATRE TEMPS DE LA CRISE

Les gains de productivité déclinent donc progressivement depuis la fin des années 1960 et entraînent toutes les autres variables économiques la baisse, comme le montre le graphique suivant :

Graphique 5.4 : Productivité, profit, accumulation et croissance, séries normalisées, États-Unis + Allemagne + Royaume-Uni + France (1962-2008)⁽¹⁹⁾



Nous y constatons que la dynamique du taux de profit engendre des évolutions à la fois de court et de moyen terme : les cycles décennaux d'accumulation, d'une part, et l'essor ou le dérèglement des ordres productifs caractérisés par des modes de régulation spécifiques⁽²⁰⁾, d'autre part. A court terme, les diverses crises ponctuant un cycle décennal d'accumulation (les récessions de 1971, 1974-75, 1981, 1991,

(19) Michel Husson : *La crise en perspective*, 2009.

(20) Un *ordre productif* est caractérisé par un régime d'accumulation correspondant à un mode de régulation spécifique comme, par exemple : le mercantilisme, le capitalisme manchestérien, le colonialisme de l'Angleterre victorienne, l'impérialisme, le keynésiano-fordisme, la dérégulation néolibérale,...

2001 et 2007-08) sont chaque fois précédées par une inversion cyclique du taux de profit à la baisse. C'est donc bien ce dernier qui détermine les rythmes d'accumulation et les récessions. Cependant, ces cycles prennent place au sein de tendances à moyen terme à la hausse ou à la baisse du taux de profit, tendances qui sont déterminées par la mise en place d'ordres productifs successifs : (1) les *Trente glorieuses* d'après-guerre ; (2) la déstructuration de cette régulation durant les années 1970 ; (3) le néolibéralisme depuis 1982 :

1) Un premier ordre productif prend place de la fin de la guerre à la charnière entre les années 1960 et 1970. Il est caractérisé par la mise en place de la régulation keynésiano-fordiste à la base des *Trente glorieuses* durant lesquelles la productivité et le taux de profit évoluent à la hausse ou se maintiennent à un haut niveau et entraînent toutes les autres variables économiques avec eux.

2) Vient ensuite la période au cours de laquelle cet ordre productif s'épuise. Elle se caractérise par un retournement à la baisse des gains de productivité et du taux de profit qui entraînent une diminution de l'accumulation et de la croissance jusqu'en 1982. Ce retournement se produit dès 1966 aux États-Unis, au début des années 1970 dans les pays européens, et plus tardivement au Japon. Ce sont ces infléchissements à la baisse qui mettent fin à la prospérité d'après-guerre et qui inaugurent la longue période de crises que nous connaissons depuis une quarantaine d'années.

3) Puis, sur les ruines de la régulation keynésiano-fordiste et dans un climat économique fort dégradé, suite au tournant néolibéral au début des années 1980 se met en place le *capitalisme d'État dérégulé*. Celui-ci est basé sur une hausse brutale du taux d'exploitation permettant de redresser le taux de profit. Parce que dérégulé, son fonctionnement est par définition beaucoup plus instable.

4) Enfin, nos derniers travaux suggèrent que nous sommes très vraisemblablement entrés dans une nouvelle période de déclin du taux de profit depuis 1997 ⁽²¹⁾.

Distinguer entre ces deux échelles temporelles, celle du *court* et celle du *moyen* terme est important pour éviter certaines confusions. Ainsi, à *court terme*, et quel que soit l'ordre productif en place, ce sont quasiment toujours les variations du taux de profit qui déterminent ou accompagnent les récessions économiques et les cycles d'accumulation.

(21) Le lecteur pourra utilement consulter sur notre site web notre étude et commentaire sur l'évolution du taux de profit, du taux de plus-value et de la composition organique du capital aux États-Unis entre 1951 et 2008 : www.capitalisme-et-crise.info.

Cependant, ces fluctuations cycliques prennent place au sein de périodes à *moyen terme* durant lesquelles le taux de profit évolue à la hausse, à la baisse, ou fluctue au voisinage d'un niveau donné.

Après s'être maintenu autour d'un haut niveau durant l'après-guerre, puis avoir diminué durant les années 1970, le taux de profit est clairement orienté à la hausse depuis 1982 (jusqu'en 1997 du moins). Dès lors, il est totalement incongru d'affirmer – comme c'est trop souvent le cas – que la perpétuation de la crise depuis les années 1980 serait due à la *baisse tendancielle du taux de profit* ! En effet, depuis lors, les entreprises sont à nouveau très rentables (ce qui n'empêche bien sûr pas certaines d'entre elles d'avoir de sérieuses difficultés et de tomber en faillite). En conclusion, si les récessions sont toujours bel et bien déterminées par les fluctuations cycliques du taux de profit, cela ne nous autorise pas à prétendre que sa tendance à *moyen terme* serait orientée à la baisse.

5.6. MOUVEMENTS SOCIAUX ET DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE

La diminution des gains de productivité et du taux de profit dès la fin des années 1960 est d'autant plus inéluctable que la hausse du taux d'exploitation qui pourrait la compenser est freinée par l'agitation sociale grandissante dans tous les pays (graphique 5.5 pour l'Angleterre). Jusqu'au début des années 1980, l'épuisement des gains de productivité, le maintien des règles de répartition keynésienne et le développement des mobilisations sociales ont irrémédiablement entraîné le taux de profit à la baisse.

Dans un tel contexte, la seule variable d'ajustement aux mains des employeurs consiste à réduire la masse salariale par le biais de restructurations et de licenciements. C'est ce qui explique la brusque montée du chômage entre 1974 et 1985 (graphique 5.6). Durant cette période, le poids de la crise économique se fait essentiellement sentir sous les formes de licenciements, restructurations et dégradation des conditions de travail. Mais, contrairement à la crise de 1929, le chômage n'entraîne cependant pas de spirale récessive car les amortisseurs sociaux keynésiens interviennent : allocations, prépensions, indemnités de reconversion, préavis de licenciement, etc.

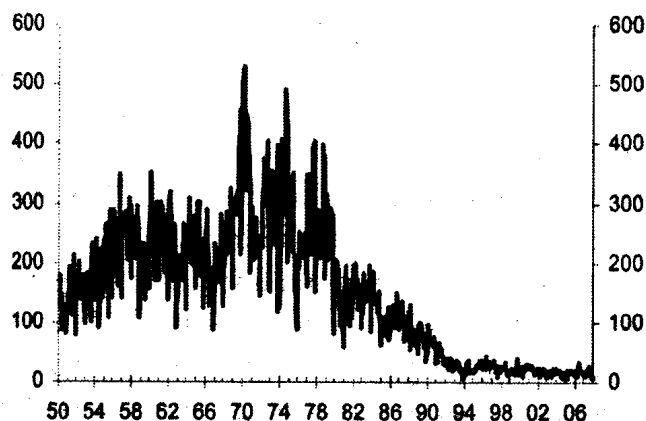
Ces considérations nous paraissent essentielles, car une bonne compréhension de la dynamique économique du capitalisme ne saurait être complète sans y intégrer l'évolution du rapport de force entre les classes (et entre pays au niveau international⁽²²⁾). En effet, l'économie

(22) Cet aspect ne peut malheureusement pas être abordé dans le cadre limité de cet ouvrage.

capitaliste est à la fois déterminée par la technique *et* la répartition du produit social, le taux de profit est donc une résultante intégrée de l'évolution de la composition organique du capital *et* du taux d'exploitation, de l'alourdissement en capital fixe *et* de la lutte de classe.

Pour illustrer nos développements sur cette nécessaire imbrication entre les évolutions économiques et la dynamique du rapport de force entre les classes, nous avons retenu la trajectoire du nombre de grèves en Angleterre, qui est représentative de l'évolution générale des mobilisations sociales dans les anciens pays industrialisés.

Graphique 5.5 : Nombre de grèves, Angleterre (1950-2007) ⁽²³⁾



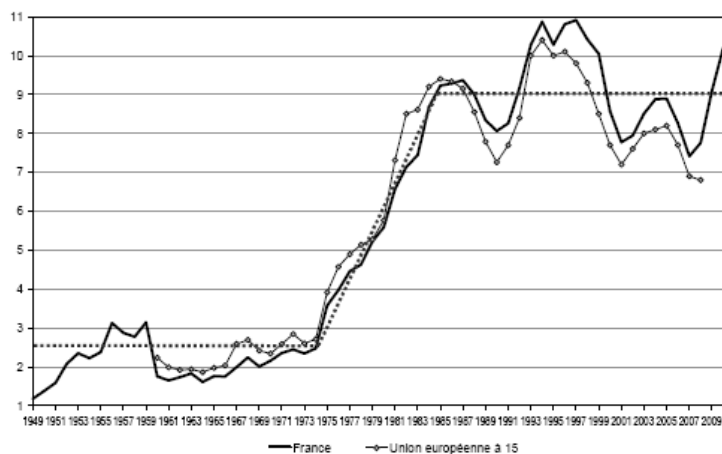
La fin des *Trente glorieuses* et les récessions de 1971 et 1974-75 voient les conflits sociaux doubler en nombre (1967-75) pour se stabiliser ensuite à un niveau assez élevé (bien que légèrement décroissant) jusqu'en 1979-80. Depuis, la chute est irrémédiable et le nombre de grèves atteint un niveau d'étiage extrêmement faible en 1994, niveau qui perdure par la suite et qui se situe largement en deçà de la mobilisation sociale durant les *Trente glorieuses* !

Il faut noter que la remontée de l'agitation sociale (1967-75) et du taux de syndicalisation (1967-77/78, graphique 5.7) prennent place dans un contexte de plein emploi, durant lequel le chômage n'a pas encore pu déstructurer les solidarités ouvrières (graphique 5.6). Par contre, la forte montée du chômage à partir de 1974 va marquer un coup d'arrêt au

(23) P. Artus et A. Garatti, *Pourquoi l'Angleterre a perdu* : 57.

développement des mobilisations sociales et les stabiliser jusqu'en 1980. Ensuite, le poids cumulé de plusieurs années de perte d'emplois (1974-79) et le tournant néolibéral inauguré par Margaret Thatcher en 1979 inversent définitivement la dynamique en une chute continue : la peur de perdre son travail détruit les solidarités ouvrières et le taux de syndicalisation s'inverse pour amorcer un déclin rapide à partir de 1978-79 (graphique 5.7). Significatif de ce phénomène est l'isolement dans lequel restera la longue lutte menée par les mineurs anglais en 1984-85.

Graphique 5.6 : Taux de chômage, UE, France (1949-2009) ⁽²⁴⁾



Malgré les deux récessions de 1971 et 75, l'on peut comprendre pourquoi les années 70 restèrent des années d'illusions :

a) Illusions pour toute la classe politique qui pense encore que ces récessions n'ont pas d'origine structurelle mais seraient seulement de nature conjoncturelle (ou externe : crise pétrolière) et qu'il suffirait alors de quelques mesures keynésiennes soutenant la demande pour relancer la croissance.

b) Illusions dans le monde du travail également, puisque le traitement keynésien du chômage atténue son impact et que, malgré la stabilisation des mobilisations sociales, celles-ci n'ont pas encore marqué le pas.

(24) Michel Husson, *La France du travail*, IRES 2009 : 29.

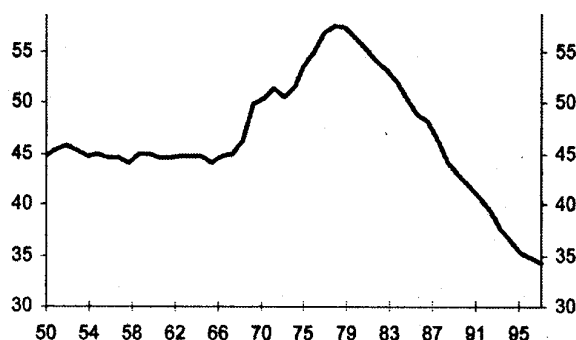
c) Illusions politiques portées par la gauche surtout, car c'est elle qui fait miroiter la possibilité d'une autre politique possible : *Programme commun* en France, *Compromis historique* en Italie, etc.

d) Illusions syndicales, enfin, car le taux de syndicalisation va croître et parce que la mobilisation sociale n'a pas encore amorcé la terrible décrue qu'elle connaîtra durant les années 1980.

Toutes ces erreurs de diagnostic économique et illusions politiques vont aggraver le mal. En effet, mener des politiques keynésiennes de soutien à la demande dans un contexte de recul de la productivité ne peut qu'endetter l'État et développer l'inflation (graphique 5.8) sans pour autant relancer les gains de productivité ni rétablir la rentabilité des entreprises.

Il est important de remarquer que c'est fondamentalement la montée du chômage à partir du milieu des années 1970 qui arrête la progression des mobilisations sociales et du taux de syndicalisation (graphique 5.7), et ouvre la possibilité du tournant néolibéral. En retour, ce dernier va puissamment accroître le recul social, et cette fois sur tous les plans. Dès lors, il est erroné d'expliquer la diminution du nombre de grèves et le recul de la part salariale par le tournant néolibéral et/ou la mondialisation. Au contraire, ces deux phénomènes ont été rendus possibles suite au tassement des mobilisations sociales consécutif à la montée du chômage. Non seulement le tournant néolibéral et la mondialisation adviennent *après* la montée du chômage et suite à l'épuisement des mobilisations sociales, mais ils en sont des conséquences et/ou ont été permis par eux.

Graphique 5.7 : Taux de syndicalisation, Grande-Bretagne (1950-1997) ⁽²⁵⁾



(25) P. Artus et A. Garatti, *Pourquoi l'Angleterre a perdu* : 80.

A partir des années 80 et surtout 90, l'endettement croissant des ménages pour pallier la faiblesse de leurs revenus pèsera encore plus sur les difficultés à s'engager dans une résistance sociale.

Graphique 5.8 : Taux d'inflation, États-Unis (1950-2004) ⁽²⁶⁾



Ces quelques considérations sur l'évolution du rapport de force entre les classes sont très loin d'épuiser le sujet. Elles nous paraissent néanmoins importantes pour comprendre l'évolution et l'enchaînement de toute une série de dynamiques économiques et de phénomènes sociopolitiques. Pour notre part, nous avons toujours été très étonné par l'absence ou l'indigence de la prise en compte de ce facteur dans les analyses économiques qui se veulent pourtant marxistes. Alors que la lutte de classe transparaît quasiment à chaque page du *Capital* de Marx, elle est la grande absente dans nombre d'analyses économiques marxistes ! Si les problématiques autour de la baisse tendancielle du taux de profit, de l'alourdissement en capital fixe, de la composition organique du capital, etc., bref, de tous les éléments au dénominateur du taux de profit sont amplement traités, il existe trop peu de considérations sur l'évolution du taux de plus-value, les problèmes de répartition, l'état de la lutte de classe et l'évolution de la part salariale. Ce n'est qu'avec les travaux de certains économistes marxistes (Jacques Gouverneur, Michel Husson, Alain Bihr,

(26) *Économie*, Samuelson & Nordhaus, 18^{ème} édition, Economica : 674.

etc.) que ces préoccupations reviennent quelque peu sur le devant de la scène. Nous les partageons et espérons qu'elles seront suivies par d'autres.

5.7. SUR LES FONDEMENTS THÉORIQUES DES TRENTE GLORIEUSES

La productivité du travail constitue chez Marx la variable-clé de l'évolution du capitalisme puisqu'elle n'est autre que l'inverse de la valeur, c'est-à-dire du temps de travail social moyen pour produire les marchandises : « *Économie de temps, voilà en quoi se résout au bout du compte toute l'économie* »⁽²⁷⁾. En quelque sorte, les gains de productivité du travail fournissent un champ de configurations possibles au capitalisme : selon leur ampleur et conjointement à l'évolution des rapports de force entre les classes, ils définissent les contours des différents modes de régulation qui sont à la base des ordres productifs par lesquels le capitalisme est passé tout au long de son histoire : libéralisme sauvage, capitalisme victorien, colonialisme de la *Belle Époque*, capitalisme monopolistique, keynésiano-fordisme, néolibéralisme, etc.

L'instauration du capitalisme d'État keynésiano-fordiste permet d'obtenir des gains de productivité exceptionnels expliquant le niveau élevé du taux de profit durant les *Trente glorieuses*. L'amenuisement progressif de ces gains va infléchir le taux de profit à sa suite (toutes choses restant égales par ailleurs). Le graphique 5.4 montre leur ralentissement à la fin des années 1960 et le retournement du taux de profit qui en résulte. Comme les profits sont orientés à la baisse de 1968 à 1982, c'est alors la source même de l'accumulation (l'investissement en capital fixe) qui s'amenuise progressivement, et la croissance en pâtit par voie de conséquence. Ces freinages de l'accumulation et de la croissance rétroagissent à leur tour sur le ralentissement des gains de productivité. Le tout engendre alors une spirale qui tire l'ensemble de la dynamique économique vers le bas.

La régulation interne temporairement permise grâce à l'instauration du capitalisme d'État keynésiano-fordiste n'avait donc pas vocation à se prolonger durablement : les *Trente glorieuses* s'épuisent avec les gains de productivité qui en avaient ouvert la possibilité et avec la disparition progressive du consensus social qui les avait permis. Ces évolutions sont inéluctables car, d'une part, les gains de productivité sont structurellement

(27) ES I G : 110.

freinés à moyen terme et, d'autre part, les bases sociales et la configuration du rapport de force entre les classes ont notablement changé par rapport à l'après-guerre : aucune des conditions essentielles requises pour de nouvelles *Trente glorieuses* n'est pas remplie dans la situation présente.

La fin de la prospérité d'après-guerre et la dégradation du climat économique durant les années 1968-82 résultent donc fondamentalement d'un retournement à la baisse des gains de productivité et du taux de profit. En effet, durant toute cette période, la consommation finale était encore largement soutenue par le maintien des mécanismes d'indexation des salaires, par la poursuite des politiques keynésiennes pour soutenir la demande, et par l'engagement économique continu de l'État. Autrement dit, le capitalisme entrait en crise, non sous la forme immédiate d'une pléthore de marchandises invendables mais sous celle d'une réduction de la rentabilité des entreprises d'abord, et d'une montée inexorable du chômage ensuite.

Certes, une crise de rentabilité doit forcément aboutir à un état endémique de surproduction, tant de capitaux que de marchandises. Cependant, ces phénomènes de surproduction durant les années 1970 sont fréquents, se localisent dans certains secteurs, et font l'objet de politiques de résorption, tant par les acteurs publics (quotas de production, restructurations, etc.) que privés (fusions, rationalisations, rachats, etc.). C'est pour cela que le retour de la crise ne s'est pas tant signalé par des phénomènes massifs de méventes comme lors du krach de 1929, mais plutôt par des faillites, restructurations d'entreprises et licenciements. Durant la crise de 1929, le décalage entre une demande insuffisante et une pléthore de marchandises ne trouvant pas acheteur était beaucoup plus violent.

Chapitre VII.

CONCLUSION

Dans une saisissante synthèse dont il avait le secret, Marx a dégagé les trois grandes *formes sociales* qui se sont succédé dans l'histoire de l'humanité : « *On a donc d'abord des rapports personnels de dépendance (tout à fait naturels dans un premier temps) qui sont les premières formes sociales, dans lesquelles la productivité humaine ne se développe que faiblement et sur des points isolés. Puis indépendance personnelle fondée sur une dépendance objective : c'est la deuxième grande forme dans laquelle se constitue pour la première fois un système de métabolisme social universel... Enfin, l'individualité fondée sur le développement universel des individus et la subordination de leur productivité collective, sociale, en tant que celle-ci est leur pouvoir social : c'est le troisième stade. Le deuxième crée les conditions du troisième* »⁽¹⁾.

Trois grandes étapes subdivisent donc l'histoire humaine :

1) la première, fondée sur des rapports sociaux de dépendance *personnelle*, comme dans les sociétés allant du communisme 'primitif' au féodalisme ;

2) la seconde, permise par l'élimination de tous les liens de dépendance personnelle, et qui se traduit alors par une dépendance objective (*économique*) : typiquement le capitalisme ;

3) enfin, la troisième, basée sur l'individu libre de tout rapport de dépendance (qu'il soit *personnel* ou *économique*), comme dans le communisme 'supérieur'.

Plus on remonte dans le temps, dira Marx, plus les hommes sont pris dans des liens de dépendance personnelle : « *Plus nous remontons dans l'histoire, plus l'individu – et par suite l'individu producteur également – apparaît comme un être dépendant...* »⁽²⁾. Dans la plupart des sociétés du passé, le rapport social de dépendance personnelle d'homme à homme apparaissait d'ailleurs dans toute sa nudité (comme le servage au Moyen Age). Dans le capitalisme, les rapports sociaux de domination entre les hommes prennent le masque de rapports matériels, économiques, d'un rapport aux choses. En effet, ce n'est que sous le capitalisme que les hommes ont été affranchis de tous les liens personnels de dépendance.

(1) ES I G : 93-94.

(2) *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, LPI : 236.

Devenus juridiquement libres, « *libres comme l'air* », dira Marx dans *Le Capital*, les hommes sont dorénavant soumis à des liens de dépendance *économique* : les prolétaires sont juridiquement libres, mais économiquement contraints de louer leur force de travail pour survivre.

Le capitalisme domine donc les hommes via l'économie, via le monde matériel des choses. Cependant, derrière cette domination matérielle, derrière ce rapport aux choses, Marx nous montre que réside un rapport social entre classes. Cette domination *matérielle* n'est donc que le masque d'un rapport social de domination entre les *hommes*. Tout *Le Capital* est truffé de ce rappel élémentaire que le capitalisme est avant tout un *rapport social* entre les possesseurs des moyens de production et les salariés qui en sont dépourvus, rapport médiatisé par les choses, par l'économie : « *Mais la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles* »⁽³⁾.

Et Marx d'achever de nous convaincre en nous contant les malheurs de M. Peel, cet Anglais qui emporta avec lui 3 000 ouvriers et des moyens de production pour faire fortune aux États-Unis, mais qui arriva dans un pays massivement composé de petits producteurs libres pouvant facilement disposer de terres s'ils étaient prêts à la travailler, et qui « *une fois arrivé à destination resta sans un domestique pour faire son lit ou lui puiser de l'eau à la rivière* » ! Il avait tout simplement « *oublié d'exporter les rapports de production anglais* » et « *découvrit ainsi qu'au lieu d'être une chose, le capital est un rapport social entre personnes, lequel rapport s'établit par l'intermédiaire des choses* »⁽⁴⁾ !

Le capitalisme est donc avant tout un *rapport social* entre classes, rapport social dont l'enjeu est l'extorsion du surtravail par le biais du salariat. Autrement dit, derrière chaque contradiction *matérielle* résident des contradictions *sociales* qui les déterminent. Dès lors, la dynamique et les crises du capitalisme résultent avant tout des contradictions que recèle le rapport salarial. Ceci n'est autre que la définition donnée par Marx de la phase d'obsolescence du capitalisme : « *...le système capitaliste devient un obstacle pour l'expansion des forces productives du travail. Arrivé à ce point, le capital, ou plus exactement le travail salarié, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces*

(3) LPIK 1 : 606.

(4) LPIK 1 : 1226.

productives que le système des corporations, le servage, l'esclavage, et il est nécessairement rejeté comme une entrave »⁽⁵⁾.

En effet, pour le marxisme, et contrairement à ce qui est souvent affirmé, l'histoire n'évolue pas selon un schéma téléologique déterminé par la croissance matérielle des forces productives. Le cours de l'histoire dépend principalement de la résolution des contradictions *sociales* dans un contexte historique donné : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte de classe* », et « *les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme de classes* », disait Marx dans *Le Manifeste* et dans *Misère de la philosophie*. A l'opposé d'une certaine vulgate qui présente le marxisme comme la détermination en dernière instance par l'économie, Marx nous dit que « *le vrai matérialisme se fonde sur le rapport social de l'homme à l'homme* »⁽⁶⁾. Ce que postule le matérialisme historique et dialectique, ce n'est pas que les hommes seraient déterminés et poussés aveuglément dans le dos par les forces productives, mais que la société est pétrie de rapports sociaux entre des hommes mus par leurs intérêts matériels. La première vision est celle du matérialisme vulgaire (la détermination des hommes par les choses), alors que la seconde est l'essence même du matérialisme historique (la détermination par les rapports sociaux que les hommes ont noués entre eux pour la production et la reproduction de leur vie).

Dès lors, la croissance économique, les crises et le développement des forces productives dépendent essentiellement de l'évolution des contradictions sociales : « *Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours* »⁽⁷⁾. C'est pourquoi, bien que dans un cadre hérité, et avec une conscience limitée, ce sont les hommes qui font leur propre histoire : « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé* »⁽⁸⁾.

C'est la raison pour laquelle les limites *objectives* du capitalisme sont en réalité des limites *sociales*. En effet, il n'existe pas de point matériel alpha où le capitalisme s'effondrerait, que ce soit un pourcentage X de taux de profit, ou une quantité Y de débouchés, ou un nombre Z de

(5) LP II G : 272-273.

(6) « *En quoi réside le principal mérite de Feuerbach ? ... 2° Il a fondé le vrai matérialisme et la vraie science [de l'homme] en faisant, à juste raison, du rapport social 'l'homme à l'homme' le principe fondamental de la théorie* », Marx, *Manuscrit de 1844, Ébauche d'une critique de l'économie politique*, LP II : 121.

(7) Marx, *Misère de la philosophie*, LP I : 35-36.

(8) Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, LP I : 437.

marchés extra-capitalistes. Comme le disait Lénine dans *L'impérialisme stade suprême* : « *il n'y a pas de situation d'où le capitalisme ne peut sortir* » ! Si les salariés qui ne possèdent que leur force de travail pour vivre n'abolissent pas ce système, celui-ci perdurera au travers de formes de plus en plus régressives et barbares.

LISTE DES GRAPHIQUES (G) ET TABLEAUX (T)

- G 1.1 : Taux de profit par trimestre et récessions, États-Unis, 1948-2007
- T 3.1 : Taux de croissance annuel moyen du produit mondial par habitant
- G 4.1 : Dépenses publiques totales en % du PIB, pays de l'OCDE, 1870-1995
- G 4.2 : Poids du budget en pourcentage du PIB marchand, France, 1785-1980
- G 4.3 : Produit mondial brut réel : 1870-2008
- G 4.4 : Salaires réels ouvriers, Grande-Bretagne et France, 1750-1974
- T 4.5 : Nombre annuel d'heures travaillées par personne occupée, EU, RU, France, 1850-1998
- T 4.6 : Taux de croissance de la productivité : PIB par heure travaillée, Europe-12, Japon, EU, 1870-1998
- G 4.7 : Nombre d'emplois dans le secteur secondaire (millions), OCDE, EU, Japon, UE, Chine, 1960-2004
- G 4.8 : Espérance de vie à 60 ans, France, 1805-2005
- G 4.9 : Population du territoire actuel de la France de l'Antiquité à nos jours
- G 4.10 : Croissance annuelle et décennale du PIB mondial
- G 5.1 : Salaires et productivité, États-Unis, 1947-2003
- G 5.2 : Salaires et productivité, France, 1959-2007
- G 5.3 : Productivité horaire et PIB, France, 1950-2008
- G 5.4 : Productivité, profit, accumulation et croissance, séries normalisées, États-Unis + Allemagne + Royaume-Uni + France, 1962-2008
- G 5.5 : Nombre de grèves, Angleterre, 1950-2007
- G 5.6 : Taux de chômage, UE, France, 1949-2009
- G 5.7 : Taux de syndicalisation, Grande-Bretagne, 1950-1997
- G 5.8 : Taux d'inflation, États-Unis, 1950-2004
- G 6.1 : Évolution de la part salariale, G10, G7, UE15, OCDE15, 1960-2006
- G 6.2 : Taux de profit et d'accumulation (séries normalisées), États-Unis + Allemagne + France + Royaume-Uni, 1962-2008
- G 6.3 : Investissement mondial en pourcentage du produit mondial brut, 1970-2006
- G 6.4 : Diminution de l'épargne après 1982, États-Unis, 1959-2009

- G 6.5 : Augmentation de la dette totale de l'ensemble des acteurs économiques à partir de 1982, États-Unis, 1924-2008
- G 6.6 : Part salariale en diminution et consommation en hausse après 1982, États-Unis, 1960-2008
- G 6.7 : Part salariale et consommation privée dans le PIB, Union européenne, 1960-2008
- T 6.8 : Salaires réels, huit grands pays : 1953-82, 1970 = 100
- G 6.9 : Revenu réel moyen EU, GB, France et Suisse, 1913-2000
- G 6.10 : Part du revenu allant aux 10 % les plus riches, États-Unis, 1917-2007
- G 6.11 : Bourse et profits, États-Unis, 1992-2009
- G 6.12 : Commerce mondial de biens et services (en volume et en valeur) en pourcentage du PIB mondial, 1950-2006
- T 6.13 : PIB et exportation de biens, monde, 1951-2007
- G 6.14 : 1929 versus 2008 : production industrielle mondiale, commerce mondial (volume), indice boursier mondial, offre monétaire (19 pays), déficits budgétaires, taux d'intérêt (7 pays)

BIBLIOGRAPHIES

BIBLIOGRAPHIE UTILE ET ACCESSIBLE À TOUS

- Bairoch P., *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La découverte ;
Victoires et déboires, Folio
- Beaud M., *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Seuil
- Bühr A., *La logique méconnue du capital*, Page deux.
- Duménil G. et Lévy D., *Crise et sortie de crise*, PUF
- Durand C., *Le capitalisme est-il indépassable ?*, Textuel
- Fourastié J. et Bazil B., *Pourquoi les prix baissent ?*, Hachette
- Gouverneur J., *Les fondements de l'économie capitaliste*, Contradictions
- Husson M., *Misère du capital*, Syros ; *Un pur capitalisme*, Page deux ;
Les destins du tiers monde, Nathan
- Johns I., *Une trajectoire du capital*, Syllepse
- Savage R., *Histoire inédite de l'économie en Belgique...*, Couleur livres
- Séminaires marxistes, *Crises structurelles et financières*, Syllepse ;
Une nouvelle phase du capitalisme ?, Syllepse

SITES WEB

- <http://www.capitalisme-et-crise.info/>
<http://hussonet.free.fr/>
<http://www.leftcommunism.org/>
<http://www.jourdan.ens.fr/~levy/>

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALISÉE

- Billaudot B., Gauron A., *Croissance et crise*, La découverte
- Dockès P. et Rosier B., *Rythmes économiques*, La découverte
- Duménil G. et Lévy D., *La dynamique du capital*, PUF
- Lipietz A., *Crise et inflation pourquoi ?*, Maspéro ; *Mirages et miracles*, Maspéro
- Maddison A., *L'économie mondiale, une perspective millénaire*, OCDE
- Mattick P., *Crises et théories des crises*, Champ libre ; *Marx et Keynes*, Gallimard
- Norel P., *L'invention du marché*, Seuil ; *Crises et tiers monde*, Syros
- Parienty A., *Productivité, croissance, emploi*, A. Colin
- Sternberg F., *Le conflit du siècle*, Seuil

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Chapitre I. - LES RESSORTS CONTRADICTOIRES DU CAPITALISME	11
1.1. La reproduction élargie	11
1.2. Un circuit d'accumulation en deux actes	12
1.3. Une reproduction élargie à caractère contradictoire	13
1.4. Indépendance partielle et temporalité de la production et de la vente	15
1.5. Une reproduction élargie à caractère cyclique	17
Chapitre II. - LES LIMITES INTERNES AU CAPITALISME	21
2.1. Sur la non-identité entre production et consommation	21
2.2. Sur les raisons de cette non-identité.....	22
2.3. Suraccumulation pénurie de plus-value et dévalorisation.....	23
2.4. Demande finale et variation du taux de plus-value	24
2.5. Disproportions sectorielles.....	30
2.6. Les déterminants en dernière analyse	31
2.7. Considérations sur le taux de profit	33
Chapitre III. - LE CAPITALISME ET SA SPHÈRE EXTERIEURE	35
3.1. Un mode de production foncièrement expansif	35
3.2. Nature et importance de la sphère extérieure au capitalisme	36
Chapitre IV. - L'OBSOLESCENCE DU CAPITALISME	43
4.1. L'historicité d'un mode de production.....	43
4.2. L'obsolescence du capitalisme selon Marx.....	45
4.3. Le diagnostic d'obsolescence au XXème siècle	46
4.4. La définition de l'obsolescence du capitalisme	52
4.5. Obsolescence et catastrophisme.....	53
4.6. Méthode marxiste et diagnostic d'obsolescence	55
4.7. Un nécessaire renouvellement de la question	62
Chapitre V. - LA PARENTHÈSE DES TRENTE GLORIEUSES	69
5.1. La naissance du capitalisme d'État keynésiano-fordiste.....	69
5.2. Les bases du capitalisme d'État keynésiano-fordiste.....	70
5.3. Origine et fonctionnement du capitalisme d'État keynésiano-fordiste.....	76

5.4. L'épuisement des <i>Trente glorieuses</i>	78
5.5. Les quatre temps de la crise	80
5.6. Mouvements sociaux et dynamique économique	82
5.7. Sur les fondements théoriques des <i>Trente glorieuses</i>	87
Chapitre VI. - LE CAPITALISME D'ÉTAT DEREGULE : SES LIMITES	
ET SES CRISES	89
6.1. Le passage au capitalisme d'État dérégulé	89
6.2. La remontée du taux de profit depuis 1982.....	90
6.3. Les ciseaux entre les profits et les investissements.....	91
6.4. Le facteur principal à partir de 1982.....	94
6.5. Les limites du capitalisme d'État dérégulé	96
6.6. La montée du secteur financier	98
6.7. Le mur de l'argent.....	101
6.8. La crise des subprime de 2008-09.....	103
6.9. Mondialisation et dépression salariale	106
6.10. Dynamisme d'après-guerre et théorie des crises.....	109
6.11. Et demain ?	109
Chapitre VII. – CONCLUSION.....	115
LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX	119
BIBLIOGRAPHIES	121
TABLE DES MATIÈRES	123